

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

P. DREYFUS-SCHMIDT s'adresse aux électrices et électeurs :

MES CHERS CONCITOYENS,

Au moment où, une nouvelle fois, je m'apprête à affronter vos suffrages, j'éprouve le besoin de vous entretenir - sur le ton familial qui sied entre nous - de nos problèmes, de nos souvenirs communs, et des raisons pour lesquelles j'ai accepté d'être candidat à ces élections législatives.

Je prends cette liberté parce que les liens qui nous unissent sont étroits, parce que je suis né à BELFORT, que j'y ai grandi au milieu de vous, parce que ma vie s'y est écoulée tout entière sous vos yeux, - aussi bien ma vie privée que ma vie publique -, parce que mes fonctions m'ont rapproché de vous et m'ont fait partager de plus près vos joies, vos soucis et vos peines, parce que tout cela, enfin, a créé entre nous, quelles que soient nos opinions politiques, cette sorte d'intimité qui permet les confidences, leur donne toute leur valeur et facilite la compréhension.

Il y a 33 ans que je suis votre élu et que je donne le meilleur de moi-même à l'administration de notre cher BELFORT, à son expansion, à son développement harmonieux. Je l'ai fait au sein d'assemblées de compositions fort différentes, où la preuve a été apportée qu'en dépit des divergences doctrinales, malgré les opinions les plus opposées, il est toujours possible, lorsque l'intérêt de la Cité est en jeu, de trouver une voie commune. Le fait en soi, les résultats obtenus, font qu'aucun mandat, aucune fonction, ne peut me donner autant de satisfactions que la magistrature municipale que vous m'avez confiée il y a si longtemps.

Mais je pense que **CETTE TACHE SERAIT FACILITÉE SI J'ÉTAIS VOTRE DÉPUTÉ**, car le plus ardu des problèmes municipaux est de briser la force d'inertie des administrations centrales. Pour y parvenir, un maire est mieux armé s'il est en même temps parlementaire.

Aussi bien ai-je été déjà à plusieurs reprises votre représentant à l'Assemblée Nationale. Le problème de L'INDO-CHINE d'abord, celui de L'ALGERIE ensuite, ont dominé les périodes où j'y ai siégé. Il ne fallait pas une clairvoyance extraordinaire pour comprendre où tout cela nous menait. Dès l'origine, J'AI PRIS POSITION CONTRE ces guerres ruineuses et sans issue, et je n'ai cessé d'en dénoncer les méfaits.

En Décembre 1955, je vous disais déjà :

« Le peuple français veut la négociation en "Afrique du Nord". »

Le 13 Mars 1956 j'écrivais dans "QUAND-MÊME" :

« Au cours du grave et douloureux débat qui s'achève j'ai reçu
« de nombreux électeurs...des lettres et des télégrammes me
« demandant de prendre position pour une paix négociée contre
« toute solution de force.

« Telle n'a jamais cessé d'être mon intention, conforme à mes
« engagements électoraux et à ma pensée de toujours. Trop de
« propos tenus en ce moment à l'Assemblée Nationale me rap-
« pellent ceux entendus dans les premières années de la guerre
« d'Indo-Chine pour ne pas provoquer une mortelle inquiétude.
« Dès 1946, M^r MOUTET s'écriait : "Après tout ces attentats,
« on ne peut plus parler d'un libre accord" et, un an plus tard
« M^r MUTTER reprenait : "Nous n'avons pas le droit d'engager
« des conversations avec des traitres..."

« On frémait en pensant que les mêmes slogans pourraient nous
« conduire au même résultat !

Je le fais avec l'investiture du PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ, dont j'ai rejoint les rangs à la demande de mon ami Pierre MENDES-FRANCE.

D'aucuns vous diront que j'ai changé d'étiquette. C'est vrai. Mais c'est, comme Pierre Mendès-France, **POUR RESTER FIDÈLE À MES IDÉES.**

C'est aussi pour ne pas être confondu avec ces vieux partis — dont l'U.N.R. est le plus typique — qui portent tant et de si lourdes responsabilités.

Le P.S.U. est composé d'hommes qui se sont, comme moi, REFUSÉS AUX JEUX STÉRILES DE LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE ET N'ONT JAMAIS ACCEPTÉ LE POUVOIR PERSONNEL. Il est formé surtout de JEUNES ÉLÉMENTS venus de SYNDICATS de toutes tendances et d'associations populaires. Il REFUSE délibérément de s'associer à tout ce qui rappelle **LES COMBINAISONS DU PASSÉ.** Il a pour objectif fondamental la constitution d'un véritable **FRONT SOCIALISTE** reposant sur **TOUTES LES ORGANISATIONS DE GAUCHE, POLITIQUES, SYNDICALES et POPULAIRES.**

Voici, mes chers concitoyens, ce qu'approuvé par le Docteur BUGAUT — dont vous appréciez les qualités d'homme, de militant et d'administrateur — et que je remercie d'avoir accepté d'être mon remplaçant éventuel, je tenais à vous confier.

Au moment où les libertés essentielles, les principes mêmes de cette démocratie, qui vous a fait ce que vous êtes, sont en cause, au moment où se décide L'AVENIR DE PLUSIEURS GÉNÉRATIONS DE FRANÇAIS, nul n'a le droit de désertir son poste de combat, NI VOUS, électrices et électeurs, NI MOI, candidat.

C'est parce que vous me connaissez bien, c'est parce que je vous connais que **JE COMPTE SUR VOUS.**

Pierre DREYFUS-SCHMIDT

Le mardi 5 Juin 1956 j'étais le premier député de Gauche à voter -seul- contre la guerre d'Algérie.

Trois ans plus tard, le 11 Avril 1959, mon adversaire d'aujourd'hui, M^r SCHMITTEIN, en était encore à écrire :

« Pour M^r DREYFUS-SCHMIDT, il n'y a pas de doute,
« Le Général de GAULLE veut des négociations avec le F.L.N.
« (...) Au risque de le contrister, je dois dire de la façon la
« plus nette que le Général de GAULLE n'a jamais admis un
« seul instant la pensée qu'il puisse y avoir des négociations
« avec le F.L.N. (...) Tout celui qui prétend que le Général
« de GAULLE est disposé à traiter avec les assassins du F.L.N.
« n'est qu'un imposteur !

Il y avait bien, en effet un imposteur dans l'affaire : c'était celui qui s'érigeait en interprète infailible de la pensée du Général de GAULLE, écrivait ces lignes.

Tant bien que mal, plutôt mal que bien, la guerre d'Algérie vient de se terminer.

Mais les BÊTISES, hélas, CONTINUENT !

TOUTES LES RESSOURCES qu'elle avait ENGLOUTIES année après année et que la paix revenue devait dégager pour pouvoir enfin construire des écoles, des stades, des piscines, des auto-roues, des crèches, des hôpitaux..., pour recruter et former des maîtres, des ingénieurs, des techniciens..., pour payer décemment les serviteurs de l'Etat, pour améliorer le niveau et les conditions de vie de chacun..., pour consacrer à des œuvres de vie notre énergie nucléaire... tout cela est **UTILISÉ À LA RÉALISATION DE CETTE AHURISSANTE ET RUINEUSE FOLIE QU'ON APPELLE « FORCE DE FRAPPE » ! DEUX BOMBES ATOMIQUES** là où les deux grands en ont **DES MILLIERS !** Mais **ASSEZ DE MILLIARDS POUR QUE S'ÉVANOUISSENT DANS LA PLUS SINISTRE DES FUMÉES TOUTES NOS RICHESSES ET TOUTS NOS ESPOIRS !**

C'est pour tenter D'ÉVITER CETTE MONSTRUEUSE FOLIE, pour préserver de la catastrophe tout ce que nous avons édifié au prix de tant de peine, c'est aussi pour SAUVER ce qu'il reste des **INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES**, pour préparer malgré tout un **AVENIR MEILLEUR**, que je vous demande vos suffrages.

→ VOUS VOTEREZ P. S. U. ←

IL FAUT PRÉPARER L'AVENIR.

Vous ne voulez ni d'une aventure fasciste, ni d'un retour aux erreurs de la IV^e République.

Or, le **P. S. U.** est le seul parti à ouvrir une voie nouvelle : celle d'une **Démocratie Moderne au service des travailleurs.**

Les formidables progrès accomplis par la science et la technique moderne devraient permettre de réaliser une amélioration rapide de nos conditions d'existence.

A) - Notre programme politique

Il importe avant tout pour éviter l'instabilité ministérielle et la pression des "lobbies" de mettre en place des institutions nouvelles, c'est-à-dire :

1.) Un contrat de législature entre les électeurs, l'Assemblée et le Gouvernement.

Pour cela le Gouvernement doit avoir la même durée que l'Assemblée issue du suffrage universel. La dissolution de cette Assemblée doit être automatique si elle renverse le Gouvernement.

2.) Une Assemblée économique

Il faut que le Conseil Economique soit élu démocratiquement, chaque classe sociale y étant représentée selon son importance dans la Nation.

Cette Assemblée doit avoir des pouvoirs lui permettant de jouer un rôle essentiel dans la préparation du plan et le contrôle de son application ainsi que pour l'élaboration de la législation économique et sociale.

3.) La décentralisation,

pour l'extension des pouvoirs des Assemblées locales et par la réduction de la tutelle administrative au strict contrôle de la légalité.

B) - Notre programme économique

Il est nécessaire, pour créer une véritable démocratie économique et sociale,

1.) D'étendre le secteur nationalisé pour supprimer la pression du grand patronat et de ses commis sur les décisions de l'Etat.

2.) D'instaurer une véritable planification démocratique et décentralisée en faisant prévaloir la satisfaction des besoins prioritaires des masses populaires.

3.) De donner un véritable pouvoir de contrôle économique et financier aux représentants des travailleurs sur les entreprises.

C) - Notre programme social

Il faut :

- Revenir aux **40 heures** sans heures supplémentaires et sans diminution du salaire effectif.
- Supprimer les abattements de zones.
- Augmenter dans les proportions réelles de l'augmentation du coût de la vie, le **salaire minimum garanti.**
- Rendre obligatoire les retraites complémentaires et revaloriser normalement la retraite des vieux travailleurs.
- Assurer la **sécurité de l'emploi** par l'institution d'un **fonds de garantie des salaires.**

Le **P.S.U.** est le parti qui a été à la pointe de la lutte pour la paix avec l'Algérie et contre les menaces de l'O.A.S. C'est le parti qui veut une **France Indépendante** du bloc militaire américain comme du bloc soviétique. C'est le parti qui cherche à assurer

L'UNION DES FORCES POPULAIRES ET DÉMOCRATIQUES

non point sur la base de combinaisons tactiques, mais sur celle d'un programme à long terme, répondant aux réalités de notre temps.

C'est le parti nouveau et honnête pour lequel vous voterez le 18 Novembre.

VOUS VOTEREZ POUR :

PIERRE DREYFUS-SCHMIDT

MAIRE DE BELFORT

Ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats

Chevalier de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre (trois citations) - Médaille de la Résistance

dont le remplaçant éventuel est

LOUIS BUGAUT

Docteur en Médecine

Ancien Conseiller Général

Attention !

LES BULLETINS PORTENT DEUX NOMS. CELUI DU CANDIDAT ET CELUI DE SON REMPLAÇANT ÉVENTUEL. IL EST INTERDIT DE LES MODIFIER EN QUOI QUE CE SOIT. RAYER UN DES DEUX NOMS ENTRAÎNE AUTOMATIQUEMENT L'ANNULATION DU BULLETIN.